

Daniel Bensaïd

L'affaire Octobre, communisme et stalinisme

Le 80^e anniversaire de la révolution d'octobre 1917 risquait de passer inaperçu. La publication du *Livre noir du communisme* aura au moins eu le mérite involontaire de relancer la nécessaire « bataille pour le récit », de remettre sur le tapis « l'affaire Octobre », une de ces grandes querelles de mémoire sur lesquelles on ne réconciliera jamais.

Tel qu'il est clairement énoncé par Stéphane Courtois dans son introduction et dans sa conclusion, le but de l'opération est d'établir une stricte continuité, une parfaite cohérence entre communisme et stalinisme, entre Lénine et Staline, entre le rayonnement de l'initial révolutionnaire et le crépuscule glacé du Goulag : « Stalinien et communiste, c'est la même chose », écrit-il dans le *Journal du dimanche* (9 novembre).

Avec le recul du temps, il est en revanche crucial de répondre sans détour à la question posée par le grand historien soviétique Mikhaïl Guefter : « Tel est le problème à démêler, cette marche des événements est-elle effectivement continue ou bien s'agit-il de deux séries d'événements intrinsèquement liées, mais renvoyant malgré tout à des vies différentes, à deux mondes politiques et moraux distincts ? Si nous ne parvenons pas à démêler ce problème, aujourd'hui encore nous pouvons par mégarde devenir dangereux. Car le passé non médité réanime les pires préjugés et interdit la conscience historique de pénétrer dans le champ politique. »

Selon les auteurs du *Livre noir*, la guerre civile aurait été voulue par les bolcheviks et

la terreur mise en place à partir de l'été 1918 serait la matrice originelle de tous les crimes commis depuis au nom du communisme. L'histoire réelle, faite de conflits, de luttes, d'incertitudes, de victoires et de défaites, est pourtant irréductible à cette sombre légende de l'auto-développement du concept, où l'idée engendre le monde.

Tout d'abord, la guerre civile n'a pas été voulue mais prévue. Toutes les révolutions depuis la Révolution française avaient inculqué cette douloureuse leçon : les mouvements d'émancipation se heurtent à la réaction conservatrice ; la contre-révolution suit la révolution comme son ombre, en 1792, lorsque les troupes de Brunswick marchent sur Paris, en 1848 lors des massacres de juin (sur la férocité bourgeoise d'alors qu'on relise Michelet, Flaubert, ou Renan), lors de la Semaine sanglante de 1871. La règle depuis ne s'est jamais démentie, du pronunciamiento franquiste de 1936 aux coups d'Etat de Suharto ou de Pinochet. Les historiens conviennent généralement que l'insurrection d'Octobre fut la conclusion « facile », guère plus violente que la prise de la Bastille, d'une année de décomposition de l'ancien régime, pendant laquelle la bourgeoisie libérale s'avéra incapable de proposer un projet au pays. Le choix n'était pas entre la révolution et la démocratie sans phrases, mais entre la révolution et la dictature militaire (Kornilov).

Pas plus qu'en 1792 ce n'est la révolution qui a déclaré la guerre civile. Ce n'est pas elle qui a appelé les troupes françaises et britanniques à intervenir. Dès l'été 1918, rappelle Nicolas Werth dans son étude, les armées blanches étaient solidement établies sur trois fronts et les bolcheviks « ne contrôlaient plus guère qu'un territoire réduit à la Moscovie historique ».

Intervient alors un deuxième argument. Si les horreurs de la guerre civile peuvent être partagées entre « rouges » et « blancs », la matrice de la terreur résiderait dans une guerre dans la guerre, celle contre la paysannerie. Les documents sur la répression des villages, qui aboutit à la grande famine de 1921-1922, sont en effet souvent accablants. Mais est-il possible de dissocier aussi aisément les deux problèmes ? En quelques mois, pour faire front, l'Armée rouge a mobilisé quatre millions de combattants qu'il a fallu équiper et nourrir. En deux ans, Petrograd et Moscou ont perdu plus de la moitié de leur population. L'industrie dévastée ne produisait plus rien. Dans ces conditions, pour nourrir les villes et l'armée, quelle autre solution que les réquisitions. Sans doute peut-on imaginer d'autres formes, tenir compte avec le recul du temps, de la logique propre qu'acquiert une police politique, des dangers d'arbitraire bureaucratique exercé par des tyrannaux improvisés. Mais c'est bien toute la discussion, non en termes de jugements abstraits, mais de choix politiques, d'alternatives imaginables devant des épreuves réelles.

La guerre civile a signifié un « grand bond en arrière », une « archaïsation », disent certains historiens. Elle a laissé le pays exsangue. Le printemps 1921, après la terrible répression de Kronstadt, a marqué un tournant avec l'adoption de la nouvelle politique économique. Nicolas Werth ne veut voir dans ces années qu'une « pause », une « trêve », une parenthèse en quelque sorte, sur la voie tracée de la terreur. Il est indiscutable que certains traits de la brutalité et de la violence hérités de la guerre ressurgiront. Certains textes de Lénine et de Trotsky font dresser les cheveux sur la tête. Le bagne de Solovki s'installe après la guerre civile et avant la mort de Lénine. Tout

ceci dans un pays qui n'a pas de culture parlementaire, où le développement d'une industrie capitaliste n'a pas produit une « société civile bourgeoise ».

Mais, dans le mélange de continuité et de discontinuité, la seconde l'emporte à la fin des années vingt, avec la décision de la collectivisation forcée et de l'industrialisation accélérée. Elle signifie l'adoption d'une nouvelle législation répressive (passeports intérieurs, etc.), des déportations massives de population, la croissance exponentielle des effectifs du goulag, en même temps qu'une réaction perceptible dans tous les domaines du mode de vie et de la culture (*Les Années vingt* de Chalamov permettent de mesurer la différence de contexte entre ces années et les années trente). Les procès et les grandes purges de 1936-1938, avec leurs 690 000 victimes estimées marquent une liquidation de ce qui subsiste, dans le parti, dans l'armée, dans les syndicats, de l'héritage révolutionnaire, tandis que l'effectif bureaucratique des administrations explose, passant de 4 millions de fonctionnaires en 1928 à 14 millions en 1939 : l'Etat dévore la société.

Trotsky a parlé à l'époque de Thermidor. L'analogie n'est pas mauvaise. Si l'on relit les pages de Chateaubriand sur Bonaparte on en saisit mieux la portée. Napoléon, qui tirait son énergie de l'inspiration révolutionnaire initiale, traitait la révolution comme une ennemie et « ne cessait de la battre ». Appelons un chat un chat, et la réaction stalinienne une contre-révolution bureaucratique. Car, loin de se réduire à une pause, les années vingt sont précisément la période où se décide l'avenir d'Octobre dans une nouvelle situation mondiale que personne n'avait prévue. Les choix décisifs divisent le parti en courants opposés. Bien des communistes ne se reconnaissent

plus dans le nouveau régime au fur et à mesure que ses traits s'affirment. Il ne s'agit plus alors de différentes orientations au sein d'un même projet, mais d'intérêts sociaux et de principes politiques incompatibles qui s'affrontent jusqu'à l'écrasement. Trotsky et Boukharine s'opposèrent l'un comme l'autre à la collectivisation forcée dont ils prévoyaient les conséquences.

Sans contester la légitimité initiale de la révolution russe, certains estiment qu'elle reposait sur un mauvais pronostic de ses principaux dirigeants, misant sur une extension rapide de la révolution en Europe. Il ne s'agissait pourtant pas d'une prédiction, mais d'une orientation visant à éliminer les causes de la guerre en renversant le système qui l'avait engendrée. L'onde de choc à l'issue de la guerre a bien été confirmée, de 1918 à 1923. Après l'échec de l'Octobre allemand, en revanche, il était clair que la situation était durablement stabilisée. Que faire alors ? Rendre le pouvoir ? À qui, comment ? Ou bien gagner du temps sans l'illusion de pouvoir « construire le socialisme dans un seul pays » qui plus est ruiné ? C'est tout l'enjeu des discussions et des luttes des années vingt. C'est toute la dimension politique de la question, le vif du sujet, dans lequel il faut rentrer. Car, si l'on tient volontiers la comptabilité macabre des révolutions, au risque de leur imputer aussi les crimes de la contre-révolution, on évalue plus difficilement le coût des révolutions avortées ou écrasées : la non-révolution allemande de 1918-1923 et la révolution espagnole vaincue de 1937 ne sont pourtant pas sans rapport avec la victoire du nazisme et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Les révolutionnaires russes de 17 ne sont tout de même pas responsables des lâchetés et des démissions des réformistes européens.

Le stalinisme n'est pas une variante du communisme, mais le nom propre de la contre-révolution bureaucratique. Que des militants sincères, tout à l'urgence de la lutte contre le nazisme, ou se débattant dans les conséquences de la crise mondiale, n'en aient pas pris immédiatement conscience et qu'ils aient continué à offrir généreusement leurs existences déchirées ne change rien à l'affaire. Nous répondons donc catégoriquement qu'il s'agit bien de deux mondes politiques et moraux, non seulement distincts, mais opposés et irréconciliables.

Cette réponse nous mène aux antipodes des conclusions tirées dans les textes de Stéphane Courtois. Réclame-t-il, oui ou non, un Nuremberg du communisme. Il s'en défend, probablement pour ne pas se trouver sur ce thème dans le compagnonnage encombrant de M. Le Pen. Pourtant, tout l'effet d'annonce orchestré autour du *Livre noir* tend à cette conclusion. Le bandeau annonce tapageusement 100 millions de morts. Le livre lui-même parvient à 85 millions. Courtois n'est plus à 15 millions près. Il sert le cadavre à la louche. Pour souligner, non seulement que stalinisme et nazisme sont comparables (Arendt, Aron et bien d'autres l'ont déjà fait : Trotsky ne parlait-il pas d'Hitler et de Staline comme « d'étoiles jumelles » ?), mais pour souligner que la comparaison tourne largement à l'avantage du second : 25 millions de morts contre 100 millions, 20 ans de terreur contre 60...

Mais à diluer ainsi l'histoire concrète, dans le temps et dans l'espace, à la dépolitiser délibérément, par choix de méthode (Nicolas Werth revendique franchement « la mise au second plan de l'histoire politique » pour mieux suivre le fil linéaire d'une histoire décontextualisée de la répression), on parvient à un théâtre d'ombres. Il ne s'agit plus alors d'ins-

truire le procès d'un régime, d'une époque, de responsables, mais d'une idée, l'idée qui tue. Dans le genre, les journalistes s'en sont donnés à cœur joie. Dans *Libération*, André Amalric constate avec consternation « la réalité engendrée par une utopie mortifère ». Dans *Le Figaro*, Philippe Cusin invente une hérédité conceptuelle : « C'est inscrit dans les gènes du communisme : il est naturel de tuer. »

L'utopie donc fait l'histoire. Mais instruire le procès d'une idée, c'est aussi, inéluctablement, instituer une culpabilité collective. C'est comme si l'on disait : le christianisme, tant de morts en deux mille ans. Et le capitalisme, combien de millions, rien que pour le XX^e siècle (deux guerres mondiales, les guerres coloniales, les famines du tiers-monde, le nazisme et le fascisme, les guerres civiles déclarées ou

larvées, ça doit faire un coquet total !). Mais le tribunal de l'histoire selon Courtois n'est pas seulement rétroactif. Il devient aussi préventif, « prophylactique » lui aussi, lorsqu'il regrette que le « travail de deuil de l'idée de révolution soit encore loin d'être achevé » et s'indigne que « des groupes ouvertement révolutionnaires soient actifs et s'expriment en toute légalité » !

Il exige de la repentance, le thème est à la mode.

Que MM. Furet, Le Roi Ladurie, Glucksmann, M^{me} Kriegel et tant d'autres ne soient jamais venus à bout de leur travail de deuil, qu'ils aient traîné leur mauvaise conscience en staliniens réversibles et retournés, et qu'ils aient expié leur passé dans le ressentiment, c'est leur affaire. Mais, M. Courtois, ceux qui

sont restés communistes sans jamais avoir célébré le petit père des peuples ni psalmodié le petit livre rouge du grand timonier, de quoi voulez-vous donc qu'ils se repentent ? Ils se sont sans doute parfois trompés. Mais, à voir le monde tel qu'il va, ils ne se sont certainement pas trompés complètement de cause et d'adversaire.

Admettre l'identité entre communisme et stalinisme, ce serait abandonner les victimes qui ont combattu le second au nom du premier pour que l'histoire de ce siècle terrible intelligible, pour qu'il subsiste de tant de luttes, d'héroïsme et de souffrances un héritage transmissible aux générations futures. Car tous les passés n'ont pas le même avenir.

Décembre 1997